

Digne les Bains, le **- 9 FEV. 2024**

**ARRETE PREFECTORAL N°2024- 040-011**

Mise en conformité du captage de la source de Maljasset

Alimentation en eau destinée à la consommation humaine  
de la commune de Saint-Paul-sur-Ubaye

- portant déclaration d'utilité publique :
  - des travaux de dérivation des eaux
  - de l'instauration des périmètres de protection
- portant autorisation d'utiliser de l'eau pour la production et la distribution au public d'eau destinée à la consommation humaine
- portant récépissé de déclaration de prélèvement en eau
- déclarant cessibles les terrains nécessaires à l'opération

LE PREFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, L.1324-3, L.1312-1 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

**VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L 211-1 à L 211-14, L 214-1 à L214-19, L 215-13, R.211-71 à R.211-74, R.211-110; R.214-1 à R.214-60 ;

**VU** le Code de l'Expropriation pour Cause d'Utilité Publique et notamment les articles L.1, L.121-1 à L.122-7, L.131-1 à L.132-4 ; R. 112-1 à R. 112-24, R. 121-1 à R. 122-7 et R. 131-1 à R. 132-4 ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2224-1 à 12, D.2224-1 à 21 ;

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 151-43, L.152-7, L.153-60, L.161-1 à L 163-4 ; L162-1, L.163-10, R.151-1 à R.151-53 ; R.161-8 ;

**VU** le Code Minier et notamment l'article 411-1 ;

**VU** le Code Rural et de la Pêche Maritime, notamment les articles R.114-1 à R.114-10 ;

**VU** le Code Forestier et notamment les articles R.141-30 à R.141-38 ;

**VU** l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du même code ;

**VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

**VU** l'Arrêté du 9 octobre 2012 relatif aux conditions de mise sur le marché et d'emploi des réacteurs équipés de lampes à rayonnements ultraviolets utilisés pour le traitement d'eau destinée à la consommation humaine pris en application de l'article R. 1321-50 (I et II) du code de la santé publique ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse (SDAGE – RMC) 2022-2027, adopté par le comité de bassin le 18 mars 2022 et approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022 ;

**VU** les avis de Monsieur Marc FIQUET, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département des Alpes de Haute Provence, en date des 4 mars 2017 et 12 mai 2018 relatifs à l'instauration des périmètres de protection des captages de la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye ;

**VU** la délibération de la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye, en date du 18 juillet 2023, approuvant le dossier et son montant et demandant d'une part de déclarer d'utilité publique les travaux de dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine et l'instauration des périmètres de protection des captages, d'autre part de l'autoriser à traiter et distribuer au public de l'eau destinée à

la consommation humaine ainsi qu'à mettre en place des installations, ouvrages ou travaux et aménagements de prélèvement relevant de la nomenclature du Code de l'environnement ;

**VU** le dossier soumis à l'enquête publique et parcellaire ;

**VU** l'arrêté inter-préfectoral n°05-2023-10-16-004 et n°2023-291-004 des 16 et 18 octobre 2023 portant ouverture d'une enquête publique et parcellaire unique préalable à la déclaration d'utilité publique ;

**VU** les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur, en date du 19 décembre 2023 ;

**VU** le rapport de la Délégation Départementale des Alpes de Haute-Provence de l'ARS PACA en date du 27 décembre 2023 présenté en séance du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de la séance en date du 26 janvier 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Saint-Paul-sur-Ubaye énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

**CONSIDÉRANT** que l'instauration des périmètres de protection permet d'assurer la protection de la qualité des eaux prélevées et qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur la commune de Saint-Paul-sur-Ubaye ;

**SUR** proposition du Directeur de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur,

## ARRETE :

### Chapitre 1 :

## Déclaration d'Utilité Publique, Prélèvement et Protection de l'Eau

### **Article 1 : Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye, responsable de la production et distribution d'eau destinée à la consommation humaine :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir de la Source de Maljasset sis sur ladite commune,
- la création autour du point de prélèvement d'un périmètre de protection immédiate, dont les terrains doivent être la pleine propriété de la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye, de périmètres de protection rapprochée et éloignée ainsi que l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

## **Article 2 : Autorisation de prélèvement de l'eau dans un but d'intérêt général**

La commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau du captage de la source de Maljasset dans les conditions fixées par le présent arrêté.

## **Article 3 : Caractéristiques, localisation et aménagement du captage**

Le captage de Maljasset, alimentant les hameaux de Maljasset et de la Barge, est situé à 1998 m d'altitude sur le versant Nord de la Tête de Miejour, en rive gauche de l'Ubaye.

Le captage est constitué d'un ouvrage semi-enterré en béton alimenté par un drain court et superficiel.

Les ouvrages de captage sont situés sur la parcelle communale n°75 section D1 de la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye.

Les coordonnées géographiques des ouvrages sont les suivantes (Lambert 93) :

X= 1004723,50m / Y= 6394970,62m / Z = 1998m NGF.

Codes BSS : BSS002AWUE (08721X0001/HY)

## **Article 4 : Conditions de prélèvement**

### **Article 4.1 : Volumes maximaux de prélèvement**

Les volumes maximaux d'exploitation autorisés sont :

- Volume de prélèvement maximum journalier à partir du captage de Maljasset de 65 m<sup>3</sup>/jour ;
- Volume de prélèvement maximum annuel à partir du captage de Maljasset de 15 475 m<sup>3</sup> ;
- Volume de prélèvement maximum annuel pour l'ensemble de la commune de 116 250 m<sup>3</sup>.

### **Article 4.2 : Comptage des volumes prélevés et distribués**

En application de l'article L. 214-8 du Code de l'Environnement, les installations de captage doivent disposer d'un système de mesure. Ces dispositifs permettent également d'établir le rapport technique et financier en application du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondants à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de l'eau de la Direction Départementale des Territoires.

La fréquence des relevés de comptage des volumes prélevés doit se conformer aux éventuelles mesures établies dans le cadre d'une gestion de la sécheresse.

Afin de mettre en place une gestion optimale, des compteurs totalisateurs pourront être placés en sortie des réservoirs, sur les conduites de distribution. Le comptage des volumes devra être relevé mensuellement (unité : mètre cube).

### **Article 4.3 : Mesures conservatoires**

Conformément au paragraphe II de l'article L.211-1 du code de l'environnement, la commune gère de manière équilibrée la ressource en eau de Saint-Paul-sur-Ubaye :

- En satisfaisant prioritairement aux exigences de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et d'alimentation en eau potable de la population notamment par la mise en œuvre de périmètres de protection de captage ;
- Et en conciliant les exigences de la vie biologique du milieu récepteur par le maintien d'un débit restitué au plus près du point de prélèvement.

## **Article 5 : Situation de l'ouvrage et du prélèvement par rapport à la nomenclature « eau »**

### **Article 5.1 : Les ouvrages de prélèvement en eau**

Les ouvrages de captage de l'eau sont soumis à déclaration au titre du code de l'environnement et relèvent de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature des opérations soumises à Autorisation ou à Déclaration établie par l'article R.214-1 du Code de l'Environnement :

« Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. »

### **Article 5.2 : Le prélèvement de l'eau**

Le prélèvement global de l'eau relève de la rubrique 1.1.2.0. de la nomenclature des opérations soumises à Autorisation ou à Déclaration établie par l'article R.214-1 du Code de l'Environnement :

« Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :

1. supérieur ou égal à 200 000 m<sup>3</sup>/an – soumis à Autorisation
2. supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>/an mais inférieur à 200 000 m<sup>3</sup>/an - soumis à Déclaration »

Le volume annuel de prélèvement d'eau à partir des captages de la Chapelle, des Sagnes, Fouillouse, Maljasset, la Combe, Serenne, Goutaï et les Gleizolles sont compris entre 10 000 et 200 000 m<sup>3</sup>, ces captages sont donc soumis à déclaration.

## **Article 6 : Rendement du réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine**

Le réseau de distribution d'eau potable de Saint-Paul-Sur-Ubaye doit être surveillé en permanence afin de déceler notamment les problèmes d'étanchéité des canalisations et d'y remédier.

En application de l'article L.211-1 du Code de l'Environnement, les systèmes de mesure mis en place doivent permettre une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau. Dans ce cadre, le rendement du réseau communal d'eau potable doit être conforme aux dispositions de l'article D213-48-14-1 du code de l'environnement.

La commune devra procéder à la mise en place de compteurs individuels afin de disposer d'une meilleure connaissance du réseau, améliorer le rendement et optimiser l'utilisation de la ressource.

La commune doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour diminuer les fuites sur le réseau et améliorer le rendement du réseau afin d'atteindre un rendement égal à 85 % ou à une valeur de 65 % augmentée du cinquième de l'Indice Linéaire de Consommation.

Le rendement de réseau doit être établi comme critère d'appréciation dans le rapport financier et technique du service public d'eau potable, conformément aux articles L.2224-5 et D.2224-1 à 5 du Code Général des Collectivités Territoriales.



## **Article 7 : Indemnisations et droit des tiers**

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par l'exploitation de la Source de Maljasset sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye.

## **Article 8 : Périmètres de protection du captage**

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage.  
Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

### **Article 8.1 : Dispositions communes aux périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée**

En règle générale, toute activité doit prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet.

Tout dossier relatif à des projets d'installations, d'activités, de travaux, de dépôts, d'ouvrages, d'aménagement ou d'occupation du sol doit faire l'objet d'un examen attentif des autorités chargées de l'instruire en ce qui concerne les risques éventuels de transfert de substances polluantes en direction de l'aquifère. Les dossiers doivent comporter les éléments d'appréciation à cet effet.

Les propriétaires des parcelles concernées informent leurs locataires de l'existence des périmètres de protection et des dispositions à respecter, ainsi que les entreprises amenées à y intervenir.

Tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, doit faire connaître son intention à l'Agence régionale de santé en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Les prescriptions des périmètres de protection peuvent être révisées, par décision préfectorale après enquête publique, à tout moment en fonction des résultats du contrôle sanitaire effectué sur les eaux par l'Agence Régionale de Santé, notamment en cas de non-conformité aux limites de qualité d'un ou plusieurs des paramètres analysés, de manière répétée et récurrente ou significativement élevée, et faisant apparaître une dégradation de la qualité de l'eau.

Toutes mesures doivent être prises pour que la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye et la Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé soient avisées sans délai de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

La création de nouveau captage destiné à l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine doit faire l'objet d'une nouvelle définition de périmètres de protection. Ces nouveaux ouvrages doivent être autorisés au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et être pourvus d'une déclaration d'utilité publique.

## **Article 8.2 : Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate défini autour du captage, concerne une partie de la parcelle communale n° 75 section D1 pour une surface totale d'environ 200 m<sup>2</sup>.

Les terrains du périmètre de protection immédiate doivent être et demeurer propriété de la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye.

### **Prescriptions du périmètre de protection immédiate**

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection immédiat suivant les prescriptions énoncées ci-dessous.

Un panneau d'information du public relatif aux finalités et aux dispositions réglementaires des périmètres de protection immédiate est apposé sur le portail.

Aucun ouvrage ou élément de captage supplémentaire ne peut être réalisé, sauf autorisation préfectorale préalable.

Seules sont autorisées les activités liées à l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine et à condition qu'elles ne provoquent pas de pollution de l'eau captée. Ainsi sont notamment interdits :

- tous les dépôts et stockages de matériel qui ne sont pas directement nécessaires à la surveillance du captage,
- toute circulation de véhicules non autorisés,
- toute activité, tout aménagement et occupation des locaux qui ne sont pas directement nécessaires à l'exploitation des installations.

Toutes les dispositions sont prises pour que les véhicules des services chargés du contrôle sanitaire des eaux, de l'entretien et de la maintenance des installations aient un accès permanent au périmètre de protection immédiate.

Afin d'empêcher efficacement l'accès aux périmètres de protection immédiate à des tiers, ces périmètres doivent être clos, matérialisés et munie d'un portail fermant à clé. Son accès est interdit au public.

Les trappes et autres moyens d'accès aux ouvrages de captage doivent être verrouillés, étanches et situés à 50 cm au minimum au-dessus du sol. Chaque bac constitutif de l'ouvrage doit être équipé d'une vidange de fond et de surverse. Un grillage ou un clapet anti-retour doit être apposé au niveau des ouvertures, en particulier des surverses et vidanges, afin d'éviter l'intrusion d'animaux ou des actes de malveillance. Le bac d'arrivée d'eau doit être régulièrement nettoyé de toute végétation et de matériaux minéraux. Les canalisations de départ vers l'adduction doivent être équipées de crépines inox. Les ouvrages doivent être équipés de ventilations hautes et basses protégées par une moustiquaire métallique.

L'aire protégée doit être régulièrement débroussaillée et entretenue exclusivement par des moyens physiques (manuels ou mécaniques). L'emploi de produits chimiques ou phytosanitaires est interdit. La végétation, une fois coupée, doit être extraite de l'enceinte des périmètres de protection immédiate. Les gros arbres pourront être conservés dès lors qu'ils ne menacent pas le génie civil.

Des visites régulières des ouvrages de captage et du périmètre de protection immédiate doivent permettre le respect des prescriptions énoncées ci-dessus.

Les travaux énoncés ci-dessous doivent être réalisés dans un délai de **1 an** à compter de la notification du présent arrêté :

- matérialiser le périmètre de manière rustique, avec aménagement d'une porte verrouillable, par la mise en place de câbles en acier ancrés dans la barre rocheuse et fixés sur le génie civil du nouvel ouvrage avec en complément l'ajout de quelques poteaux tout en restant sous le toit constitué par le surplomb de la barre rocheuse ;

### **Article 8.3 : Périmètre de protection rapprochée**

Le périmètre de protection rapproché comprend une partie des parcelles n° 75 et 166 section D1 ainsi que des portions de cours d'eau et de chemins cadastrés sur la commune de Saint Paul sur Ubaye. Sa surface est d'environ 5 ha.

Un panneau d'information du public relatif aux finalités et aux dispositions réglementaires du périmètre de protection rapprochée est apposé en limite de périmètre sur le chemin (ou la route) d'accès.

Dans le périmètre de protection rapprochée, la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye peut instaurer un droit de préemption urbain et prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, dans les conditions définies aux articles L.211-1 du code de l'urbanisme et R.1321-13-3 et 4 du code de la santé publique.

### **Prescriptions du périmètre de protection rapprochée**

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée selon les prescriptions énoncées ci-dessous.

Dans la zone correspondant au périmètre de protection rapprochée sont interdits toute activité, installation, travaux, dépôt, ouvrage, aménagement ou occupation du sol de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux et en particulier :

- la transformation de zones agricoles ou naturelles vers des zones urbanisables. La vocation naturelle des terrains doit être maintenue ;
- la création ou l'extension de parcelles cultivées ;
- la construction ou la rénovation de tout bâtiment, quel que soit leur destination, y compris ceux admis dans le cadre de l'extension d'une activité agricole (bergerie, parc, abri) ;
- les installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la loi N°76-663 du 19 juillet 1976 susceptibles de nuire à la qualité de l'eau ;
- toute nouvelle installation, ouvrage, travaux ou activité en lien avec la ressource en eau ou les milieux aquatiques et concernée par la nomenclature des opérations soumises à déclaration ou autorisation (prélèvement d'eau souterraine par puits ou forage, prélèvement d'eau de surface, création ou modification de plan d'eau, mare, étang ou bassin). Sont autorisés les ouvrages liés à la surveillance de l'aquifère ou destinés à la recherche ou l'exploitation d'eau destinée à la consommation humaine au bénéfice de la collectivité ;
- les ouvrages de prélèvement d'eau souterraine préexistants et dûment déclarés/autorisés doivent être sécurisés vis-à-vis notamment des pollutions, infiltrations d'eau de surface et des retours d'eau. Les autres ouvrages préexistants doivent être condamnés ou comblés dans les règles de l'art ;
- la création de sondages ou forages dans le but de réaliser de la géothermie ;



- les travaux mécanisés incluant des terrassements importants, impactant le sol et le sous-sol et susceptibles de modifier le régime hydrique ;
- l'ouverture d'excavation, mines, carrières ;
- la création de route ou de piste ;
- l'installation de canalisations, de réservoirs ou de dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, d'eaux d'irrigation et de produits polluants de toute nature ;
- tout dépôt de déchets ménagers ou industriels, de déchets inertes, d'immondices, de débris, produits radioactifs de toute nature ou de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux par ruissellement ou infiltration ;
- le dépôt, le stockage temporaire ou permanent, la manipulation, le transvasement ou la préparation d'engrais, pesticides, insecticides, produits chimiques destinés à la fertilisation des sols, produits phytosanitaires, hydrocarbures ou de tout produit polluant susceptible d'altérer la qualité des eaux par ruissellement ou infiltration ;
- l'utilisation et l'épandage de produits phytosanitaires ;
- le stockage et l'épandage de lisiers, purins, boues de station d'épuration, matières de vidange ou produits assimilés, le stockage de fumier ;
- tout nouveau rejet et épandage d'eaux usées industrielles, domestiques ou agricoles, des eaux pluviales et de toute autre substance polluante ;
- le pâturage et la stabulation des troupeaux. Seule le passage des troupeaux pour accéder au pâturage d'altitude est toléré ;
- l'enterrement du bétail ;
- les sites d'engrainage ou de fourrage pour la faune sauvage ou généralement toute action permettant sa concentration en un point ;
- la suppression de l'état boisé (défrichement interdit) ;
- les coupes forestières à blanc. Les interventions forestières ponctuelles prévues dans le document de gestion durable sont possibles si toutes les précautions sont prises pour éviter la pollution et l'altération des sols (décapage, dessouchage).
- Le stationnement d'engin à moteur, y compris dans le cadre de l'exploitation forestière ;
- la création d'installation de camping, le stationnement de caravanes ;
- la circulation d'engin motorisé de loisirs ;
- l'organisation de rassemblement public ;
- l'usage d'additif chimique dans les sels de déneigement ;
- la création de cimetière ;
- toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques.

#### **Article 8.4 : Périmètre de protection éloignée**

Le périmètre de protection éloignée s'étend sur la totalité du bassin topographique du bassin versant de la source jusqu'à la tête de Miéjour. Il comprend une partie des parcelles 75, 96, 97 et 166 section G2 de la commune de Saint Paul sur Ubaye.  
Sa surface est d'environ 12 ha.

#### **Prescriptions du périmètre de protection éloignée**

Déclaré zone sensible à la pollution, ce périmètre doit faire l'objet de soins attentifs de la part de la commune de Saint-Paul-sur-Ubaye qui veillera à l'application scrupuleuse de la réglementation sanitaire en vigueur. A l'intérieur de cette zone, les dépôts, stockages, rejets, épandages, prélèvements, excavations, défrichements sont soumis à autorisation des administrations compétentes. L'absence de risque de dégradation de la qualité des eaux souterraines doit être clairement démontrée.

#### **Chapitre 2 :**

Production et Distribution de l'Eau Destinée à la consommation humaine

### **Article 9 : Autorisation de production et de distribution d'eau pour la consommation humaine**

La commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye est autorisée à utiliser l'eau du captage de la Source de Maljasset pour la production et la distribution au public d'eau destinée à la consommation humaine.

### **Article 10 : Protection de l'adduction et de la distribution**

Toute connexion particulière au réseau d'adduction et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine ne doit pas perturber le fonctionnement du réseau initial ou engendrer une détérioration de la qualité de l'eau distribuée. En particulier, l'ouvrage de connexion doit être muni d'un dispositif de disconnexion certifié anti-pollution et vérifié périodiquement dans le cadre d'un contrat de maintenance. Ce dispositif doit empêcher les phénomènes de retour d'eau.

Toute connexion particulière au réseau d'adduction et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine est soumise à autorisation de la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye.

Les surverses des réservoirs doivent être munies d'un grillage ou d'un clapet anti-retour afin d'éviter l'intrusion des petits animaux.

Un schéma d'intervention fixant les dispositions à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle des eaux doit être établi dans un délai de **2 ans** à compter de la notification du présent arrêté.

Les matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine doivent disposer d'une attestation de conformité sanitaire.

### **Article 11 : Autorisation de traitement de l'eau**

Les eaux brutes prélevées sont stockées au réservoir puis distribuées sans autre traitement.

Le manquement aux objectifs de qualité microbiologique de l'eau distribuée conduira à mettre en place sans délai un traitement de désinfection en continu. La commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye devra alors assurer la maintenance des dispositifs de désinfection de l'eau ou souscrire auprès de l'opérateur de son choix un contrat de maintenance.

Seuls peuvent être utilisés les produits et procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine autorisés par la réglementation en vigueur.

Tout projet de modification de la filière de traitement ou des produits utilisés doit faire l'objet d'une déclaration ou d'une demande d'autorisation auprès de la Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé. En cas de modification significative de la qualité de l'eau brute ou distribuée, la présente autorisation pourra être modifiée par décision préfectorale.

### **Article 12 : Surveillance de la qualité de l'eau et des installations**

La commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye doit veiller au bon fonctionnement des systèmes de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée. Les ouvrages de captage, les dispositifs de protection, les installations de production et les systèmes de distribution doivent être régulièrement entretenus et contrôlés.

En cas de difficulté particulière ou de dépassement des exigences de qualité, la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye prévient la Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites aux frais de l'exploitant.

Tout dépassement des normes de qualité de l'eau doit faire l'objet d'une enquête par la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye pour en rechercher l'origine, de l'information de la population et de la mise en place d'actions correctives voire de la suspension provisoire de l'utilisation de cette eau en vue de la consommation humaine. En cas de persistance de ces dépassements, les autorisations pourront être retirées.

L'ensemble des mesures, interventions, travaux et observations est consigné dans un registre d'exploitation mis à disposition des agents des services de l'Etat.

Les matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinées à la consommation humaine doivent disposer d'une attestation de conformité sanitaire.

### **Article 13 : Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau**

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R1321-17 du Code de la Santé Publique, des analyses complémentaires, à la charge de la personne responsable de la production ou de la distribution d'eau, peuvent être réalisées.

### **Article 14 : Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations**

Les possibilités de prise d'échantillon à mettre en place dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Un dispositif de prise d'échantillon d'eau brute doit être installé au niveau du captage.
- Un robinet de prise d'échantillon de l'eau doit être installé en sortie du réservoir de Maljasset.

Ils sont aménagés de façon à permettre :

- le remplissage des flacons : hauteur libre d'au moins 40 cm entre le robinet et le réceptacle permettant l'évacuation des eaux d'écoulement à l'extérieur du bâti,
- le flambage du robinet,
- l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule (signalétique, plaque gravée).

Les visites et contrôles sur place :

Les agents de l'ARS, du laboratoire missionné par l'ARS pour le contrôle sanitaire des eaux, des services de l'Etat chargés de l'application du Code de la santé publique et du Code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées. Les exploitants responsables des installations sont tenus de laisser à leur disposition le registre d'exploitation.

### **Article 15 : Information sur la qualité de l'eau distribuée**

Sont affichés en mairie de Saint-Paul-Sur-Ubaye, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire,
- les synthèses commentées établies par la Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé sous forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par la Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé concernant la qualité de l'eau et la protection de la ressource doivent apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné, ainsi que les informations relatives au nombre et au pourcentage de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés au cours de l'année écoulée.

### Chapitre 3 : Dispositions Diverses

#### **Article 17 : Plan de récolement**

La commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye établit un plan de récolement géoréférencé des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé et à la Direction Départementale des Territoires dans un **déla** de 3 mois suivant l'achèvement des travaux.

#### **Article 18 : Respect de l'application du présent arrêté**

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation doit veiller au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye doit être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

#### **Article 19 : Délai et durée de validité**

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 1 an à compter de la notification du présent arrêté, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

#### **Article 20 : Servitude de passage et d'exploitation**

La commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye doit avoir accès à l'ensemble des ouvrages pour l'exécution de travaux, l'exploitation et l'entretien des ouvrages d'eau destinée à la consommation humaine, y compris les réservoirs, pour le passage des agents chargés du contrôle sanitaire des eaux, des entrepreneurs ou ouvriers, ainsi que des véhicules nécessaires à la réalisation de ces opérations.

Les éventuelles indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires et aux occupants des terrains font l'objet d'accords à l'amiable entre eux et la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye. Faute d'accord à l'amiable, les procédures applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique seront appliquées.

#### **Article 21 : Notifications et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis à la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,



- la mise à disposition du public,
- l'affichage en mairie pendant une durée de deux mois des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis,
- l'insertion en caractères apparents dans deux journaux locaux d'une mention de cet affichage,
- son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective dans un délai maximum de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire de Saint-Paul-Sur-Ubaye.

La collectivité compétente transmet à la Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé dans un **délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant :

- la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection ;
- l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

### **Article 22 : Droit de recours**

Toute personne désirant contester le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, saisir :

- d'un recours administratif,
  - le Préfet des Alpes de Haute Provence, sous la forme d'un recours gracieux ;
  - le Ministre chargé de la Santé, sous la forme d'un recours hiérarchique ;
- d'un recours contentieux le Tribunal Administratif de Marseille (31 Rue Jean-François Leca, 13235 Marseille Cedex 2). Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le cas d'une décision expresse ou implicite de rejet résultant d'un recours administratif, le requérant dispose de deux mois, pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille ou sur [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 23 : Mesures exécutoires**

La Secrétaire générale de la Préfecture des Alpes de Haute Provence,  
Le Maire de la commune de Saint-Paul-Sur-Ubaye,  
Le Directeur de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur,  
La Directrice Départementale des Territoires,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence.

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire générale,

  
Chloé DEMEULENAERE

Liste des annexes :

Annexe 1 : Plans parcellaires des périmètres de protection – 2 pages

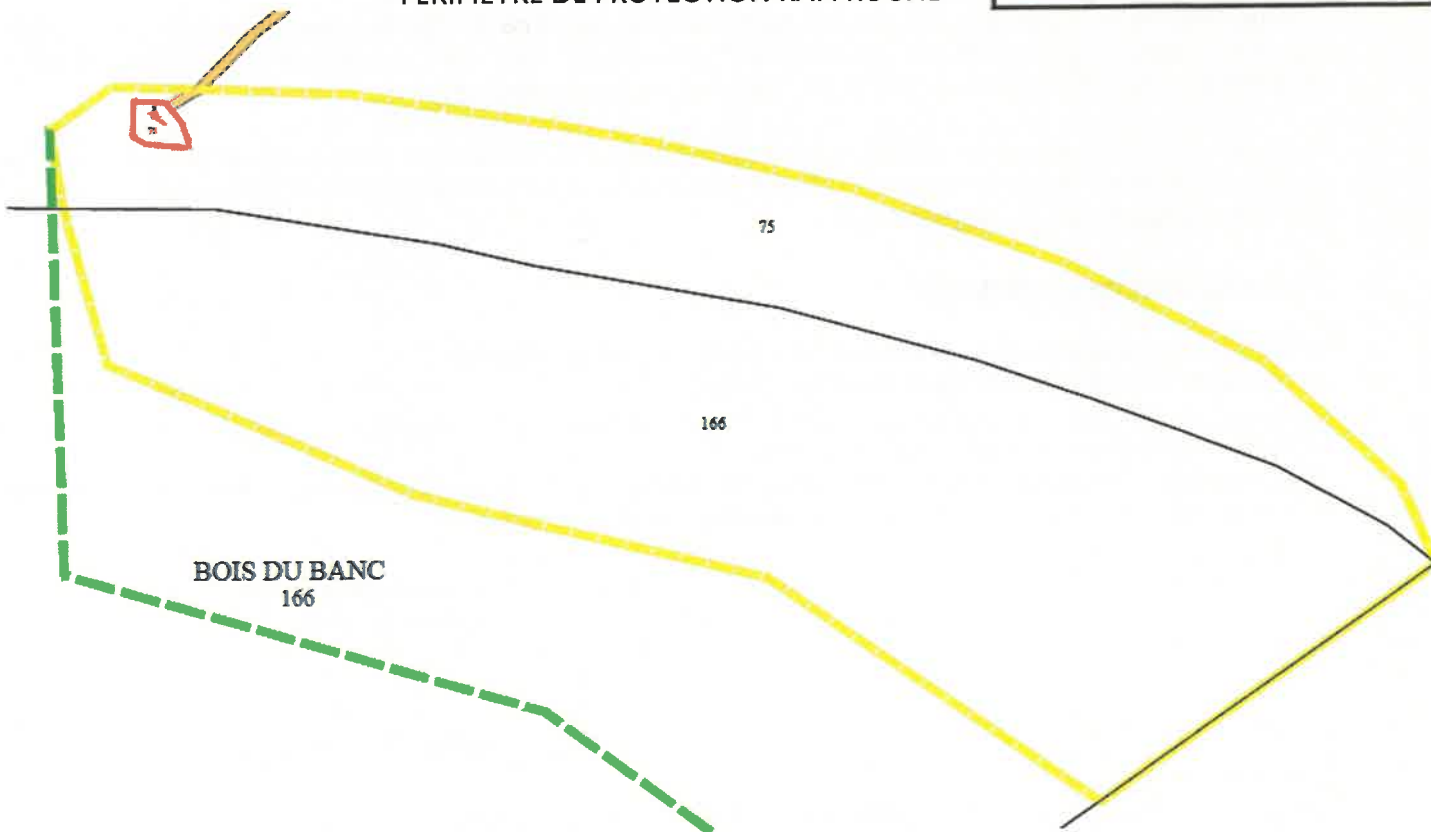
Annexe 2 : Etat parcellaire – 2 pages

**ANNEXE 1 : PLANS PARCELLAIRES**

PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIAT










PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉ

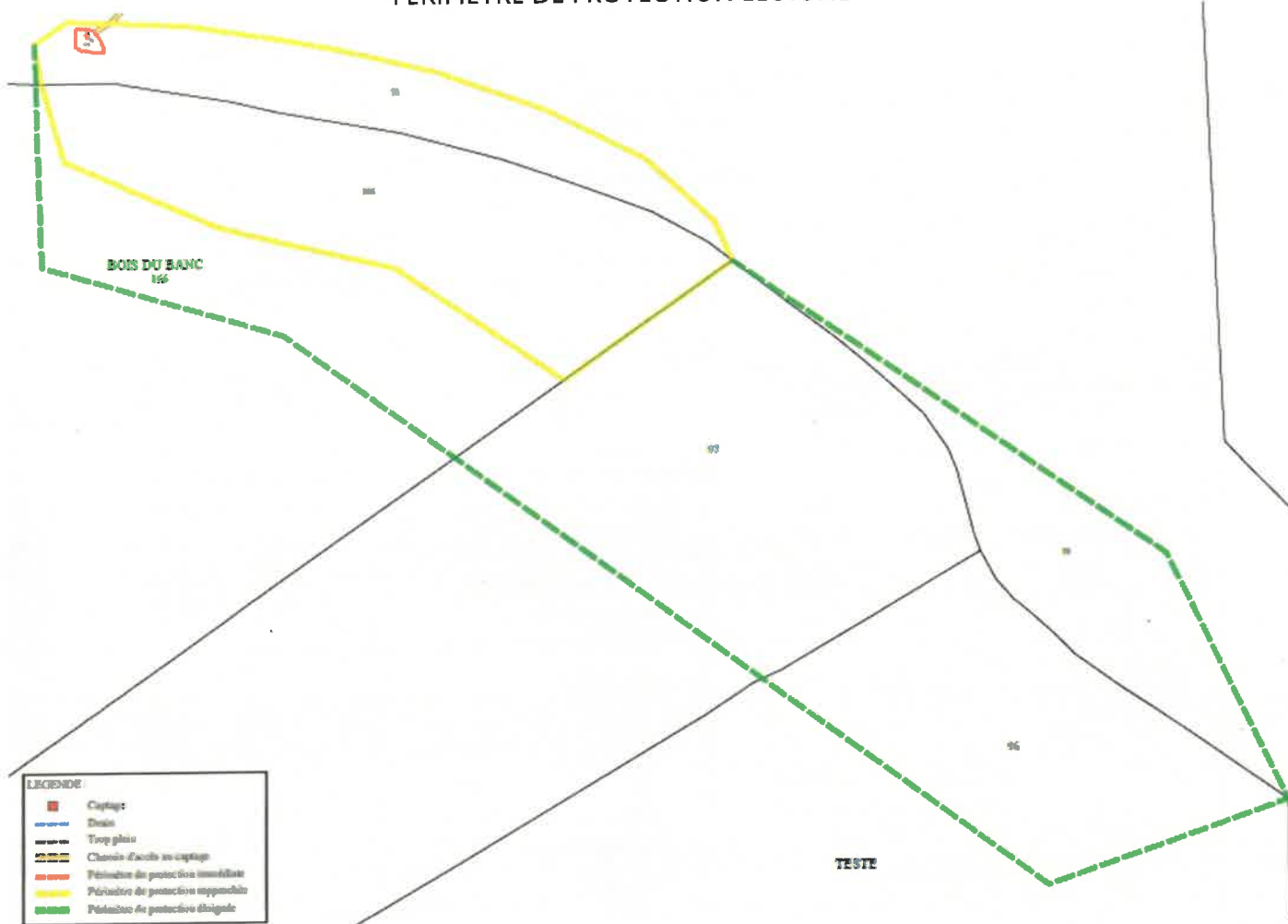


PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ÉLOIGNÉ

LEGENDE :

	Captage
	Drain
	Trop plein
	Chemin d'accès au captage
	PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIAT
	PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉ
	PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ÉLOIGNÉ

## PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ÉLOIGNÉ



## ANNEXE 2 : ÉTAT PARCELLAIRE

ÉTAT PARCELLAIRE
DÉPARTEMENT DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
COMMUNE DE SAINT-PAUL-SUR-UBAYE
CAPTAGE DE MALJASSET
PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE

INDICATIONS CADASTRALES						
Section	N° de parcelle	Adresse	Groupe de nature de culture/Classe	Surface (en m <sup>2</sup> )		
				Contenance totale	Soumise à servitudes pour le périmètre considéré	Libre de servitude pour tous les périmètres
D	75	LA TUNETTE - SAINT-PAUL-SUR-UBAYE	L02	715660	200	680293

IDENTITÉ DES PROPRIÉTAIRES		
Nom, prénom, date et lieu de naissance, situation familiale ou SIREN	Domicile	Date et mode d'acquisition
COMMUNE DE SAINT-PAUL-SUR-UBAYE SIREN : 210 401 931	Mairie 04530 SAINT-PAUL-SUR-UBAYE	Néant. Accession à la propriété antérieure à 1956

ÉTAT PARCELLAIRE
DÉPARTEMENT DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
COMMUNE DE SAINT-PAUL-SUR-UBAYE
CAPTAGE DE MALJASSET
PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE

INDICATIONS CADASTRALES						
Section	N° de parcelle	Adresse	Groupe de nature de culture/Classe	Surface (en m <sup>2</sup> )		
				Contenance totale	Soumise à servitudes pour le périmètre considéré	Libre de servitude pour tous les périmètres
D	75	LA TUNETTE - SAINT-PAUL-SUR-UBAYE	L02	715660	17065	680293
D	166	BOIS DU RANC - SAINT-PAUL-SUR-UBAYE	BR02	631321	35560	573068

IDENTITÉ DES PROPRIÉTAIRES		
Nom, prénom, date et lieu de naissance, situation familiale ou SIREN	Domicile	Date et mode d'acquisition
COMMUNE DE SAINT-PAUL-SUR-UBAYE SIREN : 210 401 931	Mairie 04530 SAINT-PAUL-SUR-UBAYE	Pour D75 : Néant. Accession à la propriété antérieure à 1956 Pour D166 : Division de parcelles le 30/04/1974 Maître RYSSSEN Notaire Publiée au Service de Publicité Foncière de Digne-les-Bains le 06/06/1974 Volume 2246 n°24



<b>ÉTAT PARCELLAIRE</b>
<b>DÉPARTEMENT DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE</b>
<b>COMMUNE DE SAINT-PAUL-SUR-UBAYE</b>
<b>CAPTAGE DE MALJASSET</b>
<b>PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ÉLOIGNÉE</b>

INDICATIONS CADASTRALES						
Section	N° de parcelle	Adresse	Groupe de nature de culture/Classe	Surface (en m <sup>2</sup> )		
				Contenance totale	Soumise à servitudes pour le périmètre considéré	Libre de servitude pour tous les périmètres
D	75	LA TUNETTE - SAINT-PAUL-SUR-UBAYE	L02	715660	18102	680293
D	96	TESTE - SAINT-PAUL-SUR-UBAYE	L02	328530	32084	260886
D	97	BOIS DU BANC - SAINT-PAUL-SUR-UBAYE	L02	174760	48868	125892
D	166	BOIS DU BANC - SAINT-PAUL-SUR-UBAYE	BR02	631321	22693	573068

IDENTITÉ DES PROPRIÉTAIRES		
Nom, prénom, date et lieu de naissance, situation familiale ou SIREN	Domicile	Date et mode d'acquisition
COMMUNE DE SAINT-PAUL-SUR-UBAYE SIREN : 210 401 931	Mairie 04530 SAINT-PAUL-SUR-UBAYE	Pour D75, D96 et D97 : Méant. Accession à la propriété antérieure à 1956 Pour D166 : Division de parcelles le 30/04/1974 Maître RYSSSEN Notaire Publiée au Service de Publicité Foncière de Digne-les-Bains le 06/06/1974 Volume 2246 n°24

